

Le Mouvement 5 étoiles, ou l'autopsie

Le leader Giuseppe Conte mène une vigoureuse campagne électorale pour relancer le parti, qui subit une véritable dégringolade dans les intentions de vote.

REPORTAGE

SILVIA BENEDETTI
CORRESPONDANTE À ROME

Nous ne sommes que des pigeons domestiqués vivant dans l'illusion de la satisfaction de nos besoins primaires. Nos représentants politiques nous gavent de miettes et de promesses. Mais cet équilibre, croyez-moi, va bientôt se rompre. Dans la voix de Michele Di Santo, qui semble déchirer l'immobilité humide d'un matin romain, le désenchantement se mêle à une sorte d'orgueil blessé. Ce dirigeant d'une entreprise de construction, qui connaît le coût des sacrifices mais aussi la force des idéaux politiques, est l'un des innombrables Italiens qui, aux dernières élections législatives, ont cru au vent du changement incarné par le Mouvement 5 étoiles (M5S).

« Ils représentaient une lueur d'espoir. Avec le M5S, le peuple semblait pouvoir se réapproprié une part de l'action publique et son propre destin. Je leur ai accordé ma confiance en pensant, surtout, à l'avenir de mes deux filles. Mais ils m'ont déçu, ils se sont laissés corrompre, comme tous les autres, par l'exercice du pouvoir », ajoute-t-il.

En 2018, le M5S, l'un des partis antisystème les plus atypiques de l'histoire récente de la Péninsule, devenait la première formation italienne avec presque 33 % des suffrages. Depuis lors, ses 339 représentants élus ont gouverné avec la droite souverainiste mais aussi avec leurs ennemis jurés du centre-gauche, angoissés à l'idée de perdre leurs sièges dans un Parlement qu'ils avaient promis « d'ouvrir comme une boîte de thon ».

Aujourd'hui, ce mouvement fondé,

en 2009, par l'ancien comique Beppe Grillo, à l'idéologie indéchiffrable, ni de droite ni de gauche, initialement « anti-néolibéral », qualifié de « populiste 2.0 », est crédité de 14 % des intentions de vote. Une dégringolade qui s'est accentuée après que le M5S a accepté de faire partie du gouvernement d'unité nationale dirigé par l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. S'opposant violemment à « l'autocratie des banques et de la finance », Grillo avait surpris alliés et adversaires en déclarant, au mois de février 2021, que « Draghi n'était pas le banquier de Dieu... mais un "grillino", exactement comme nous ! » Or, la participation à cette « coalition de responsables » puis la soudaine trahison de ce même engagement ont représenté une sorte de chant du cygne pour le parti, la fin des illusions de ses militants les plus aguerris, et l'origine d'une douloureuse scission qui a provoqué le départ de 62 députés et sénateurs.

« Nous avons perdu plusieurs compagnons de route, attirés par les sirènes du pouvoir et du système. Mais nous poursuivons sur notre lancée, fidèles à nos valeurs », a déclaré, avec vigueur et volontarisme, le leader du M5S, Giuseppe Conte, après avoir contribué à la chute de l'exécutif Draghi, dans une ultime, désespérée tentative de se refaire une virginité politique.

Pier Paolo Girella est un autre « soldat » désappointé par la révolution avortée du M5S. Ce Romain de 46 ans, diplômé en psychologie du travail, avait placé dans le Mouvement ses derniers espoirs politiques.

« J'étais presque un taliban du M5S, un prosélyte. J'étais fasciné par les idées portées par le parti et par la

force de ses batailles : le retour à une certaine pureté de la politique, l'idée que l'exercice du pouvoir n'est pas une profession mais une sorte de sacerdoce laïc », explique-t-il. « Et, surtout, j'étais convaincu que le M5S était l'expression constante de la volonté populaire : il représentait le triomphe de la "politique d'en bas", contre les élites corrompues et sourdes aux vraies exigences de la communauté. »

La dégringolade s'est accentuée lorsque le M5S a accepté de faire partie du gouvernement d'unité nationale dirigé par Mario Draghi

Une démocratie directe articulée autour d'une série de « meet-up » de militants, organisés à travers le pays, et, surtout, une participation active sur les réseaux sociaux où tout citoyen pouvait, en temps réel, participer à l'élaboration d'une vision politique d'avenir. « Le M5S s'est imposé comme un parti technologique, moderne, hyperconnecté. Il me faisait penser à une version revisitée du mouvement futuriste : tout n'était que vitesse, élan vers l'avenir, partage », ajoute Girella. « J'avais l'impression de faire partie d'une sorte d'armée civile qui, par le biais des réseaux sociaux, attaquait systématiquement les récits officiels et le mensonge institutionnalisés. »

Désillusion

Le temps du désenchantement est, toutefois, vite arrivé. Le parti du « V-Day » (pour « Va te faire foutre ») s'est rapidement transformé, aux yeux de ses militants, en un acteur politique ambivalent et irrésolu, jouant l'équili-



briste pour défendre, tout à la fois, ses promesses initiales et un rôle institutionnel de plus en plus attaqué par les nombreux détracteurs du Mouvement. Revenu de citoyenneté, réforme du système judiciaire, subventions pour la

« Quand la propagande autorise le crime sadique, le chef ne m...

Spécialiste reconnu de la Shoah, le père Patrick Desbois enquête sur les crimes de guerre en Ukraine. Il a déjà travaillé sur le génocide des Yazidis en Irak.



ENTRETIEN

BÉNÉDICTE LUTAUD (« LE FIGARO »)

Les témoignages de tortures et exactions contre des civils par des soldats russes se multiplient en Ukraine à mesure que le territoire est libéré. Dernière révélation en date : la découverte d'un cimetière improvisé dans la ville libérée d'Izioum, où des enquêteurs exhumèrent les corps pour y identifier de possibles crimes de guerre. Certains cadavres ont les poings liés ou le cou entouré d'une corde.

1.400 kilomètres plus loin, de l'autre côté de la mer Noire, un autre conflit séculaire s'est réveillé, le 13 septembre dernier, avec l'attaque de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, et là encore, hélas, son lot de barbarie et d'exactions. Plusieurs cas de torture sont rapportés sur des réseaux sociaux azerbaïdjanais, comme celui d'une soldate arménienne violée, mutilée et massacrée par des soldats azéris ayant filmé leur crime.

D'un conflit à l'autre, d'une armée, d'un peuple à l'autre, comment expliquer un tel déchaînement de violences et de barbarie ?

Au *Figaro*, nous nous étions déjà posé la question en avril dernier à propos des exactions commises par l'armée russe en Ukraine. Plusieurs chercheurs évoquaient alors une brutalité structurelle propre à l'armée russe, renforcée par un manque d'encadrement des jeunes soldats et un sentiment d'impunité.

A chaque conflit ses peuples, cultures, et histoires. Bien souvent, la guerre a été précédée par des décennies de « propagande », qui apprend à haïr un ennemi : celui qui a spolié les terres de ses ancêtres, assassiné ou torturé ses aïeux, parfois sur plusieurs générations. Un besoin de vengeance, un sentiment d'honneur à sauver s'imposent, conduisant au pire. D'un point de vue occidental, habi-



Les anciens nazis ont conscience d'être mal vus, mais eux sont persuadés d'avoir fait du bon travail



tué à la paix, l'effroi le dispute à l'incompréhension. Comment concevoir que de telles exactions puissent encore être commises, après les traumatismes collectifs laissés par les expériences totalitaires ? De telles atrocités sont-elles intrinsèquement « autorisées » par la culture, l'histoire de certains peuples en particulier ? Ou sont-elles en germe dans toutes les sociétés, même les plus pacifiques en apparence ?

Le père Patrick Desbois, qui documente depuis des décennies les crimes en temps de guerre, penche plutôt pour la deuxième hypothèse – sans exclure la première. Ce prêtre français est un spécialiste mondialement reconnu de la « Shoah par balles » perpétrée par les nazis en URSS, sur laquelle il travaille depuis 20 ans. Il a, plus récemment, enquêté sur le génocide des Yazidis commis par l'Etat islamique en Irak, et enquête depuis près de six mois sur de probables crimes de guerre en Ukraine. Il donne par ailleurs à Washington et en France un cours intitulé « études médico-légales sur la Shoah et le terrorisme ».

Comment expliquer les violences, tortures et exactions en Ukraine, et également plus récemment en Arménie, commises respectivement par les troupes russes et azerbaïdjanaises ? Doit-on considérer le contexte national, historique et culturel de peuples ayant appris à haïr l'autre ?

Mon association Yahad-In Unum a étudié le génocide des nazis contre les Juifs et les Roms, les violences contre les civils au Guatemala, puis le génocide de Daech contre les Yazidis. Nous travaillons sur ce sujet depuis 20 ans, sur des histoires, des cultures, des religions très différentes. Une des clés, pour moi, relève davantage des effets d'une propagande qui désigne un groupe comme étant un ennemi, si ce n'est pas humain, en tout cas inférieur.

Les nazis voyaient les Juifs et les Roms comme des rats, des cafards, voire comme une maladie bactérienne. De même, les Russes voient les Ukrainiens comme de dangereux nazis. Je pensais qu'après des siècles de propagande nazie et soviétique, cette propagande n'aurait plus prise sur les peuples. La mauvaise surprise avec la Russie, c'est que cette propagande continue de fonctionner. Nous avons filmé ces derniers mois 140 témoins ukrainiens. On nous raconte que les Russes déshabillent les gens pour trouver sur leurs corps des tatouages nazis : ils y croient.

Toute propagande désignant un ennemi précis, et visant à le déshumaniser, peut donc transformer n'importe quel soldat en criminel de guerre ?

Dans le cas de la Shoah, j'avais interrogé un prêtre, très éduqué, qui habitait à côté des chambres à gaz au camp d'extermination de Belzec (Pologne). Je lui ai demandé si cela ne lui faisait rien de voir tous ces gens assassinés. Il m'a répondu, très sérieusement : « Si, la fumée donnait un mal de tête affreux à ma mère. » J'ai remarqué qu'aucun de ceux – du moins que j'ai rencontrés – qui font cela ne regrette. Les anciens nazis ont conscience d'être mal vus, mais eux sont persuadés d'avoir fait le bon travail. Et quand cela s'arrête, ils reprennent une vie normale : ce ne sont pas des serial killers. De même pour les collaborateurs islamistes que j'ai pu rencontrer, aucun n'a souhaité demander pardon. Ils ne semblaient pas non plus traumatisés. Quand vous considérez des gens comme très inférieurs à vous, vous ne les considérez plus vraiment comme appartenant à l'espèce humaine. Beaucoup sont également dans le déni. Ils disent n'avoir fait qu'obéir aux ordres. Mais que le crime soit antisémite ou raciste, l'auteur reste un criminel : il ne fait

